

Unité départementale des Côtes-d'Armor
11, rue Hélène Boucher
Bâtiment B
BP 30337
22193 Plerin

Plérin, le 08/07/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/05/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

LIDL

11 KERTEDEVANT
22170 CHATELAUDREN-PLOUAGAT

Références : 2024.204
Code AIOT : 0005521814

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/05/2024 dans l'établissement LIDL implanté 11 KERTEDEVANT 22170 CHATELAUDREN-PLOUAGAT. L'inspection a été annoncée le 06/03/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La plateforme logistique exploitée par LIDL sur la commune de Châtaudren-Plouagat a été inspectée le 29/05/2024 dans le cadre de sa mise en service en avril 2024.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LIDL
- 11 KERTEDEVANT 22170 CHATELAUDREN-PLOUAGAT

- Code AIOT : 0005521814
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

LIDL est une enseigne de distribution alimentaire active sur le plan international.

Afin de répondre aux besoins logistiques du développement de ses activités à l'ouest de la Bretagne, ce groupe a bâti une nouvelle plateforme logistique sur la commune de Châtaudren-Plouagat.

Le fonctionnement de cet établissement est encadré par l'arrêté préfectoral du 09/11/2020, complété par l'arrêté préfectoral complémentaire du 22/02/2023.

Du fait de ces activités d'entreposage de produits combustibles, le site est notamment concerné par la rubrique ICPE n° 1510.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
7	Structure	AP Complémentaire du 22/02/2023, article 3.2.1	Demande d'action corrective	3 mois
8	Structure	AP Complémentaire du 22/02/2023, article 3.2.2	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
11	Détection incendie	Arrêté Préfectoral du 09/11/2020, article 8.3.7	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
12	Lutte contre l'incendie	AP Complémentaire du 22/02/2023, article 3.4	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
13	Colonne sèche	Arrêté Préfectoral du 09/11/2020, article 8.2.1.1	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
14	Confinement des eaux d'extinction	AP Complémentaire du 22/02/2023, article 3.6	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Implantation	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 2	Sans objet
2	Propreté	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.3	Sans objet
3	Accessibilité	Arrêté Préfectoral du 09/11/2020, article 8.2.3.2	Sans objet
4	Acessibilité	Arrêté Préfectoral du 09/11/2020, article 8.2.3.3	Sans objet
5	Surveillance et accès	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 25	Sans objet
6	Structure	AP Complémentaire du 22/02/2023, article 3.2	Sans objet
9	Cellules	Arrêté Préfectoral du 09/11/2020,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
		article 1.2.3	
10	Désenfumage	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 5	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite au contrôle réalisé le 29/05/2024, l'inspection constate que l'exploitant de l'entrepôt LIDL, positionné sur la commune de Châtaudren-Plouagat, a démontré que son installation respectait la plupart des mesures constructives exigées dans le cadre de son autorisation environnementale. Toutefois, pour pouvoir conclure sur la conformité totale de l'installation, l'inspection demande à l'exploitant de lui transmettre divers documents, notamment ceux attestant du bon fonctionnement du système de détection incendie et de sa capacité à mettre en œuvre les colonnes sèches et à récupérer la totalité des eaux d'extinction d'un incendie.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Implantation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 2
Thème(s) : Risques accidentels, Implantation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. Pour les installations soumises à enregistrement ou à autorisation, les parois extérieures de l'entrepôt (ou les éléments de structure dans le cas d'un entrepôt ouvert) sont suffisamment éloignées :</p> <ul style="list-style-type: none"> - des limites de site, d'une distance correspondant aux effets thermiques de 8 kW/m², cette disposition est applicable aux installations nouvelles dont le dépôt du dossier complet d'enregistrement ou d'autorisation est postérieur au 1er janvier 2021. - des constructions à usage d'habitation, des immeubles habités ou occupés par des tiers et des zones destinées à l'habitation, à l'exclusion des installations connexes à l'entrepôt, et des voies de circulation autres que celles nécessaires à la desserte ou à l'exploitation de l'entrepôt, d'une distance correspondant aux effets létaux en cas d'incendie (seuil des effets thermiques de 5 kW/m²) ; - des immeubles de grande hauteur, des établissements recevant du public (ERP) autres que les guichets de dépôt et de retrait des marchandises « et les autres ERP de 5e catégorie nécessaires au fonctionnement de l'entrepôt » conformes aux dispositions du point 4. de la présente annexe sans préjudice du respect de la réglementation en matière d'ERP, des voies ferrées ouvertes au trafic de voyageurs, des voies d'eau ou bassins exceptés les bassins de rétention ou d'infiltration d'eaux pluviales et de réserve d'eau incendie, et des voies routières à grande circulation autres que celles nécessaires à la desserte ou à l'exploitation de l'entrepôt, d'une distance correspondant aux effets irréversibles en cas d'incendie (seuil des effets thermiques de 3 kW/m²). <p>Les distances sont au minimum soit celles calculées pour chaque cellule en feu prise individuellement par la méthode FLUMILOG « compte tenu de la configuration des stockages et des matières susceptibles d'être stockées » (référéncée dans le document de l'INERIS " Description de la méthode de calcul des effets thermiques produits par un feu d'entrepôt ",</p>

partie A, réf. DRA-09-90 977-14553A) si les dimensions du bâtiment sont dans son domaine de validité, soit celles calculées « à hauteur de cible » par des études spécifiques dans le cas contraire.

Les parois extérieures de l'entrepôt ou les éléments de structure dans le cas d'un entrepôt ouvert, sont implantées à une distance au moins égale à 20 mètres de l'enceinte de l'établissement, à moins que l'exploitant justifie que les effets létaux (seuil des effets thermiques de 5 kW/m²) restent à l'intérieur du site au moyen, si nécessaire, de la mise en place d'un dispositif séparatif E120.

Constats :

Le dossier de demande d'autorisation environnementale déposé par LIDL en 2019, puis le porter à connaissance déposé en 2021, présentent une modélisation pour chaque cellule de stockage permettant d'identifier les zones impactées par les flux thermiques émis au cours d'un incendie. Ces documents démontrent que, compte tenu des éléments mis en place par l'exploitant, notamment lors de la construction de l'entrepôt, aucun phénomène dangereux n'aura d'impact à l'extérieur du site. Au plus loin, les effets des flux thermiques de 3 kW/m² se font ressentir à 48 m derrière la cellule n° 3 (scénario d'un feu d'aérosols).

L'inspection a contrôlé sur Géoportail que la distance entre la limite du site LIDL et les parois de la cellule 3 était supérieure à 50 m (65 à 80 m environ).

Par ailleurs, le 29/05/2024, lors de la visite du site, l'inspection a constaté que seules existaient les constructions autorisées dans le cadre de la demande d'autorisation environnementale.

L'inspection constate que l'exploitant respecte la prescription contrôlée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Propreté

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.3

Thème(s) : Risques accidentels, Propreté

Prescription contrôlée :

[...]

Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté et exempts de sources potentielles d'incendie.

[...]

Constats :

Le 29 mai 2024, l'inspection a constaté que le site et les installations exploitées par LIDL sur le site de Châtaudren-Plouagat, étaient propres.

L'inspection constate que l'exploitant vérifie la prescription contrôlée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Accessibilité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/11/2020, article 8.2.3.2
Thème(s) : Risques accidentels, Accessibilité
Prescription contrôlée : L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours. [...] L'accès au site est conçu pour pouvoir être ouvert immédiatement sur demande des service d'incendie et de secours ou directement par ces derniers.
Constats : Le 29 mai 2024, l'inspection a constaté la présence d'un accès, suffisamment dimensionné pour laisser passage aux engins du service de secours. En fonctionnement normal, cet accès est barré par des barrières. De 00h à 15h00, ces barrières peuvent être ouvertes par le personnel qui travaille dans le local positionné à proximité. En dehors de ces horaires, il est possible de contacter par vidéophonie les personnels qui sont présents dans l'entrepôt. En séance, le SDIS 22 fait la remarque qu'il ne dispose pas d'un annuaire lui permettant de contacter l'entreprise en cas d'alerte donnée par une personne extérieure au site. Post inspection, le 03/06/2024, le SDIS22 informe l'inspection que l'annuaire des contacts lui a été transmis. Compte tenu des éléments présentés ci-dessus, l'inspection constate que l'exploitant respecte la prescription contrôlée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Accessibilité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/11/2020, article 8.2.3.3
Thème(s) : Risques accidentels, Voie "engins"
Prescription contrôlée : Une voie "engins" au moins est maintenue dégagée pour : <ul style="list-style-type: none">- la circulation sur la périphérie complète de l'entrepôt et des bâtiments accolés ;- l'accès au bâtiment ;- l'accès aux aires de mise en station des moyens aériens ;- l'accès aux aires de stationnement des engins. Elle est positionnée de façon à ne pouvoir être obstruée par l'effondrement de tout ou partie de ce bâtiment ou occupée par les eaux d'extinction.
Constats : Le 15 mai 2024, l'inspection et le SDIS22 ont constaté l'existence de la voie «engins» représentée sur les différents plans de l'entreprise.

Le jour de l'inspection, elle était en bon état, totalement dégagée et permettait d'accéder aux aires de stationnement des engins.
L'inspection constate que l'exploitant vérifie la prescription contrôlée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Surveillance et accès

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 25
Thème(s) : Risques accidentels, Surveillance et contrôle d'accès
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>En dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'entrepôt, une surveillance de l'entrepôt, par gardiennage ou télésurveillance, est mise en place en permanence afin de permettre notamment l'alerte des services d'incendie et de secours et, le cas échéant, de l'équipe d'intervention, ainsi que l'accès des services de secours en cas d'incendie, d'assurer leur accueil sur place et de leur permettre l'accès à tous les lieux.</p> <p>Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas un accès libre à l'entrepôt. L'accès aux guichets de retrait, s'ils existent, reste cependant possible. Cette disposition est applicable à compter du 1er janvier 2021.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'entrepôt LIDL de Châtaudren-Plouagat fonctionne 24 h/24 du lundi au samedi soir.</p> <p>De 00h à 15h00, des personnels sont présents dans le local situé à proximité des barrières. Ils sont chargés de vérifier que seules les personnes autorisées accèdent à l'entrepôt.</p> <p>En dehors de ces horaires, les barrières sont fermées et ne peuvent être actionnées que par les personnes travaillant dans l'entrepôt, joignables par vidéophonie.</p> <p>Pendant la période d'inactivité de l'entrepôt (du samedi soir au dimanche soir), l'entrepôt est surveillé par un gardien positionné dans le local évoqué ci-dessus. Ce local reçoit les alarmes du système de détection incendie. En cas d'alerte, le gardien a pour consigne d'appeler les personnes d'astreinte et d'accueillir les services de secours.</p> <p>En parallèle, le site LIDL est également placé sous télésurveillance. Celle-ci a pour consigne d'informer les personnels d'astreinte dès le déclenchement d'une alarme.</p> <p>L'inspection constate que l'exploitant vérifie la prescription contrôlée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Structure

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 22/02/2023, article 3.2
Thème(s) : Risques accidentels, Comportement au feu
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les dispositions constructives visent à ce que la cinétique d'incendie soit compatible avec l'évacuation des personnes, l'intervention des services de secours et la protection de l'environnement.</p>

<p>Elles visent notamment à ce que la ruine d'un élément de structure (murs, toiture, poteaux, poutres par exemple) suite à un sinistre n'entraîne pas la ruine en chaîne de la structure du bâtiment, notamment les cellules de stockage avoisinantes, ni de leurs dispositifs de recoupement, et ne conduit pas à l'effondrement de la structure vers l'extérieur de la cellule en feu.</p> <p>[...]</p> <p>Les justificatifs attestant du respect des prescriptions du présent point sont conservés et tenus à la disposition des installations classées.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Le 29/05/2024, l'exploitant a présenté le document « Attestation de non-ruine en chaîne et non ruine vers l'extérieur - NRUI01 » rédigé le 28/05/2024 par la société AMOCER.</p> <p>Ce document conclut sur le fait que, tel que réalisé, la dégradation d'une partie de l'entrepôt LIDL de Châtelaudren-Plouagat ne se traduira pas par une ruine en chaîne de la totalité de la structure et que celle-ci ne s'effondrera pas vers l'extérieur. De ce fait, les aires de stationnement des engins de secours ne seront pas impactées en cas de sinistre.</p> <p>L'inspection constate que l'exploitant vérifie la prescription contrôlée.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Structure

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 22/02/2023, article 3.2.1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Cellules de stockages secs (cellules 1 à 4)</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La stabilité au feu de la structure est au moins R60.</p> <p>[...]</p> <p>Les parois qui séparent les cellules de stockage sont des murs au moins REI 120 ; en particulier, les parois séparatives situées entre la cellule 1 et la cellule 8 ainsi que celle située entre la cellule 1 et le local de charge et sont de type REI 180.</p> <p>Le degré de résistance au feu des murs séparatifs coupe-feu est indiqué au droit de ces murs, à chacune de leurs extrémités, aisément repérable depuis l'extérieur par une matérialisation ;</p> <p>Les ouvertures effectuées dans les parois séparatives sont munies de dispositifs de fermeture ou calfeutrement assurant un degré de résistance au feu équivalent à celui exigé pour ces parois. Les fermetures manœuvrables sont associées à un dispositif assurant leur fermeture automatique en cas d'incendie [...]. Ainsi les portes situées dans un mur REI 120 présentent un classement EI2 120 C. Les portes battantes satisfont une classe de durabilité C2.</p> <p>[...]</p> <p>La toiture est recouverte d'une bande de protection sur une largeur minimale de 5 m de part et d'autre des parois séparatives. Cette bande est en matériaux A2s1d1 ou comporte une feuille métallique A2s1d1.</p> <p>[...]</p> <p>Les parois séparatives dépassent d'au moins 1 m la couverture au droit du franchissement. [...]</p> <p>Le ou les isolants thermiques utilisés en couverture sont de classe A2s1d0. [...]</p> <p>Le système de couverture de toiture satisfait la classe de Broof (t3).</p>

[...]

Constats :

Dans le cadre de la préparation de l'inspection, l'exploitant a fourni:

- des certificats rédigés par les fabricants des portes 2 h installés dans l'établissement;
- des rapports d'essai au feu réalisé le 11/02/2020 par un laboratoire spécialisé, sur les portes coupe-feu 2 h et 3 h équipant l'établissement;
- des attestations délivrées le 19/02/2024 par le maître d'œuvre Bouygues bâtiment France.

En particulier, les éléments suivants sont indiqués:

- la structure de la plateforme logistique de LIDL Plouagat (22) a une résistance R60;
- les éléments supports de la toiture sont en béton (incombustible) et en bois lamellé-collé;
- les murs encadrant la cellule 1 sont REI 180 et les murs encadrant les autres cellules sont REI 120 ;
- portes situées dans des murs REI 120 sont de type EI 12 120 C;
- les portes battantes sont de classe de durabilité C2;
- les conduits de ventilation traversant les parois EI120 sont équipés de clapets coupe-feu permettant de restituer le degré coupe-feu ;
- les isolants thermiques utilisés en couverture sont de classe A1;
- les isolants permettant de calorifuger les canalisations métalliques sont de classe A2s1d0 ;
- la couverture de l'entrepôt est de classe Broof-T3 avec des bandes de protection de 5 m réalisées en matériaux A2s1d0 ;
- les matériaux utilisés pour l'éclairage naturel sont de classe d0.

Par ailleurs, l'exploitant a également fourni :

- la fiche produit des portes CF 3 H positionnées dans la cellule 1, établie le 01/03/2024.
- un plan indiquant la présence de bandes en toiture, positionnées de part et d'autre des murs CF;
- le rapport de réception technique du système de sécurité incendie; ce document trace notamment les essais de fermeture automatique des portes coupe-feu asservies, en mode automatique et manuel; la totalité des réserves sur ce point a été levée le 26/03/2024.

Le 29/05/2024, l'inspection a constaté que le positionnement des murs coupe-feu, ainsi que leur degré coupe-feu, n'apparaissait pas de l'extérieur.

Post inspection, l'exploitant a mis en place l'affichage demandé et a transmis à l'inspection des photos de celui-ci.

Le 29/05/2024, l'inspection des stockages secs a été réalisé par sondage dans la cellule 1, celle-ci contenant, *a priori*, le plus gros stockage de produits combustibles de l'entrepôt.

Dans ce local, l'inspection n'a pas observé la présence d'ouverture dans les parois, susceptibles de propager un incendie. L'exploitant a indiqué que des coffrages spécifiques avaient été réalisés autour des éléments traversant les cloisons afin de conserver leur caractère coupe-feu.

L'inspection a également contrôlé par sondage que les portes en place portaient le marquage indiquant leurs caractéristiques vis-à-vis d'un feu et permettaient de maintenir le degré coupe-feu de la paroi dans laquelle elles étaient positionnées (cellule 1: E 180).

Il a également été vérifié qu'aucun objet n'entravait leur fermeture.

Lors du contrôle, le SDIS22 a également testé le bon fonctionnement d'une des portes coupe-feu situées entre les cellules 1 et 2.

Cependant, le SDIS22 a remarqué que la porte séparant la cellule 1 de l'atelier de charge des

chariots transpalettes avait tendance à frotter sur le bas de son encadrement et que des éraflures étaient présentes sur le joint chargé d'assurer son étanchéité en cas d'incendie.

Le 29/05/2024, la visite de la toiture de l'entrepôt a également permis de constater que :

- les murs séparatifs coupe-feu des cellules de stockage sec dépassent d'1 m de la toiture ;
- des bandes de 5 m, dont les caractéristiques répondent à la réglementation (voir attestation du maître d'œuvre), sont positionnées de part et d'autre de ces murs.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Compte tenu des constats présentés ci-dessus et des éléments réglementaires attendus, l'inspection demande à l'exploitant de vérifier le bon état de la porte séparant la cellule 1 du local de charge des chariots transpalettes.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Structure

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 22/02/2023, article 3.2.2

Thème(s) : Risques accidentels, Cellules de stockage réfrigérées (cellules 5 à 8)

Prescription contrôlée :

[...]

La stabilité au feu de la structure est au moins R60.

Les parois séparatives entre deux cellules sont REI120.

Ces parois sont prolongées latéralement le long du mur extérieur sur une largeur de 2 m ou sont prolongées perpendiculairement au mur extérieur de 1 m en saillie de façade.

[...]

Les éléments séparatifs entre cellules dépassent d'au moins 1 m de la couverture du bâtiment au droit du franchissement. La toiture est recouverte d'une bande de protection sur une largeur minimale de 5m de part et d'autre des parois séparatives. Cette bande de matériau est en matériaux A2s1d0.

[...]

Le compartimentage de la cellule sinistrée est assurée notamment par la fermeture automatique en cas d'incendie des portes coupe-feu et des éventuelles ouvertures non rebouchées effectuées dans les parois séparatives coupe-feu.

[...]

Constats :

Les documents présentés par l'exploitant (voir détail dans la fiche n° 7) permettent d'attester de la stabilité au feu de la structure des cellules réfrigérées ainsi que de la conformité du degré coupe-feu de leurs parois.

Par ailleurs, l'exploitant a indiqué que les murs coupe-feu placés entre les cellules réfrigérées se prolongeaient latéralement en façade, sur une largeur de 1 m de chaque côté de la paroi séparative, soit deux mètres au total.

L'inspection constate que ces éléments de mur coupe-feu ne sont pas représentés sur les plans

qui lui ont été transmis.

Le 29/05/2024, l'inspection des stockages réfrigérés a été réalisée par sondage dans la cellule 6. Il a été constaté que les portes coulissantes équipant cette cellule portaient le marquage indiquant leurs caractéristiques vis-à-vis d'un feu et permettaient de maintenir le degré coupe-feu de la paroi dans laquelle elle était positionnée (cellule 6: E 120/EI 120).

L'inspection n'a pas observé la présence, dans les parois, d'ouvertures susceptibles de propager un incendie.

Le 29/05/2024, la visite de la toiture a également permis de constater que :

- les murs séparatifs coupe-feu des cellules réfrigérées dépassent d'1 m de la toiture ;
- des bandes de 5 m, dont les caractéristiques répondent à la réglementation (voir attestation du maître d'œuvre), sont positionnées de part et d'autre de ces murs.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Afin de pouvoir statuer sur la conformité de l'installation, l'inspection demande à l'exploitant de lui transmettre un document décrivant les retours latéraux en façade des murs coupe-feu séparant les cellules de stockages réfrigérés.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : Cellules

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/11/2020, article 1.2.3

Thème(s) : Risques accidentels, Consistance des installations autorisées

Prescription contrôlée :

[...]

L'établissement comprenant l'ensemble des installations classées et connexes est organisé de la façon suivante :

- 4 cellules de stockage en sec : cellules 01 à 04 [...];
- 4 cellules de stockage réfrigérées (cellule 05 à 08) [...];

[...]

- des locaux techniques comprenant un local de charge , un atelier en RDC, une salle des machines, des locaux électriques et une chaufferie à l'étage ;

[...]

Constats :

Dans le cadre de la préparation de l'inspection, l'exploitant a fourni différents plans représentant les différents cellules aménagées dans l'entrepôt LIDL de Châtaudren-Plouagat.

L'inspection remarque qu'aucun des plans transmis ne comporte de règle graduée qui permettrait d'identifier rapidement l'échelle retenue pour la représentation graphique. Afin d'en faciliter la lecture, l'inspection recommande de compléter les plans avec cet élément.

Le 29/05/2024, l'inspection a visité l'atelier et a constaté la présence des différents locaux listés

dans la prescription contrôlée.

A noter que la zone de recyclage identifiée sur les plans créés en mars 2023 est maintenant identifiée sous l'appellation "cellule 9".

L'inspection attire l'attention de l'exploitant sur le fait que les plans mis à disposition des services de secours et de l'administration doivent présenter l'entrepôt avec les appellations couramment utilisées par le personnel afin de favoriser les échanges en cas de situation accidentelle.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Désenfumage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 5

Thème(s) : Risques accidentels, Cantons - Désenfumage

Prescription contrôlée :

Les cellules de stockage sont divisées en cantons de désenfumage d'une superficie maximale de 1 650 mètres carrés et d'une longueur maximale de 60 mètres.

[...]

Les cantons de désenfumage sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés.

Des exutoires à commande automatique et manuelle font partie des dispositifs d'évacuation des fumées.

La surface utile de l'ensemble de ces exutoires n'est pas inférieure à 2 % de la superficie de chaque canton de désenfumage.

Le déclenchement du désenfumage n'est pas asservi à la même détection que celle à laquelle est asservi le système d'extinction automatique. Les dispositifs d'ouverture automatique des exutoires sont réglés de telle façon que l'ouverture des organes de désenfumage ne puisse se produire avant le déclenchement de l'extinction automatique.

Il faut prévoir au moins quatre exutoires pour 1 000 mètres carrés de superficie de toiture. La surface utile d'un exutoire n'est pas inférieure à 0,5 mètre carré ni supérieure à 6 mètres carrés. Les dispositifs d'évacuation ne sont pas implantés sur la toiture à moins de 7 mètres des murs coupe-feu séparant les cellules de stockage. Cette distance peut être réduite pour les cellules dont une des dimensions est inférieure à 15 m.

La commande manuelle des exutoires est au minimum installée en deux points opposés de l'entrepôt de sorte que l'actionnement d'une commande empêche la manœuvre inverse par la ou les autres commandes. Ces commandes manuelles sont facilement accessibles aux services d'incendie et de secours depuis les issues du bâtiment ou de chacune des cellules de stockage. Elles doivent être manœuvrables en toutes circonstances.

Des amenées d'air frais d'une superficie au moins égale à la surface utile des exutoires du plus grand canton, cellule par cellule, sont réalisées soit par des ouvrants en façade, soit par des bouches raccordées à des conduits, soit par les portes des cellules à désenfumer donnant sur l'extérieur.

En cas d'entrepôt à plusieurs niveaux, les niveaux autres que celui sous toiture sont désenfumés par des ouvrants en façade asservis à la détection conformément à la réglementation applicable aux établissements recevant du public.

[...]

Constats :

<p>Dans le cadre de la préparation de l'inspection, l'exploitant a fourni des plans identifiant:</p> <ul style="list-style-type: none"> - le positionnement et la surface des cantons mis en place dans les cellules ; - les fiches techniques des lanterneaux mis en place dans les cellules ; - l'implantation des exutoires de fumées et de leurs déclencheurs manuels ; - les attestations rédigées par le maître d'ouvrage Bouygues Bâtiment indiquant que l'organisation du désenfumage est conforme aux prescriptions réglementaires ; - les rapports d'essai et les certificats de fin de travaux associés, rédigés par la société KingspanLight+Air en janvier et février 2024, à l'issue du contrôle des dispositifs de désenfumage positionnés dans chaque cellule de stockage. Ces documents indiquent que les installations de désenfumage de la plateforme logistique LIDL sont en parfait état de fonctionnement. <p>En séance, l'exploitant a indiqué que la mise en œuvre des exutoires de fumées serait déclenchée à l'initiative des secours, soit en actionnant les déclencheurs manuels installés au niveau de chaque cellule, soit en lançant la commande au niveau du système de sécurité incendie.</p> <p>Le 29/05/2024, l'inspection a vérifié la conformité de l'entrepôt par sondage.</p> <p>En particulier, il a été constaté que l'entrepôt LIDL est conforme à la prescription contrôlée sur les points suivant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les exutoires sont positionnés tel que représentés sur les plans (8 exutoires de fumées dans le canton 4 de la cellule 1, respect des 7 m pour positionner les exutoires les plus proches d'un mur coupe-feu) ; - les déclencheurs manuels des exutoires de fumées sont positionnés en plusieurs points des cellules, à proximité des issues, tels qu'indiqué sur les plans mis à disposition des services de secours ; - chaque cellule dispose de portes de quai qui permettraient de faire rentrer de l'air frais en cas de sinistre. <p>Compte tenus des éléments présentés et des observations réalisées en séance, l'inspection constate que l'exploitant respecte la prescription contrôlée.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 11 : Détection incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/11/2020, article 8.3.7</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Détection automatique incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Chaque local technique, armoire technique ou partie de l'installation recensée selon les dispositions de l'article 8.1.1 en raison des conséquences d'un sinistre susceptible de se produire dispose d'un dispositif de détection de substances particulière/fumée.</p> <p>[...]</p> <p>L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection et le cas échéant d'extinction.</p> <p>[...]</p> <p>L'exploitant inclut dans le dossier prévu au point 2.6.3 les documents démontrant la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection et d'extinction.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p>

Dans le cadre de la préparation de l'inspection, l'exploitant a transmis le rapport de réception technique du système de sécurité incendie, rédigé par l'entreprise CSD & associés, daté du 13/05/2024. Celui-ci indique, notamment, la date de levée des non-conformités observées au cours des différents contrôles.

A la lecture de ce document, l'inspection observe que le système de sécurité Incendie ne sera considéré conforme au cahier des charges fonctionnel du SSI et aux règlements et normes en vigueur que lorsque l'exploitant aura levé la remarque 34 (ZC R+1/R+2: signal de défaut de position de sécurité / contrôler les portes et clapets de la zone afin de lever le défaut) et transmis divers éléments.

Le 29/05/2024, l'inspection a contrôlé l'état de la centrale incendie au niveau des deux terminaux disponibles (dans le bureau des personnels chargés de la sécurité et dans le local du gardien). Une mise à jour du logiciel étant en cours, le voyant « défaut général » était allumé. Cependant, les techniciens de l'entreprise FINSECUR chargés de l'opération ont indiqué que l'installation restait opérationnelle.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Compte tenu des constats présentés ci-dessus, l'inspection demande à l'exploitant de lui transmettre un document rédigé par l'entreprise CSD & associés indiquant la levée de l'ensemble des non-conformités ainsi que la bonne réception des documents attendus.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 12 : Lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 22/02/2023, article 3.4

Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie

Prescription contrôlée :

Les besoins en eau sont de 1080 m3 pendant deux heures.

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, et notamment :

- de 10 poteaux incendie normalisés répartis autour de l'entrepôt [...] ; ils sont alimentés grâce à un groupe motopompe (débit max de 510 m3/h) associé à une réserve incendie d'une capacité de 1057 m3 ; les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces poteaux ; [...]

- d'1 poteau d'incendie situé sur le domaine public à proximité de l'entrée du site.

L'accès extérieur de chaque cellule ainsi que celui de la zone recyclage est à moins de 100 m d'un poteau. Les poteaux sont distants entre eux de 150 m maximum, mesurables à parti des voies "engins". Ils sont en mesure de fournir un débit minimum de 60 m3/h pendant 2 h. [...]

- d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'entrepôt [...] ;

- de robinets d'incendie armés, hors chambre froide à température négative, situés à proximité

des issues. [...]

- d'un système d'extinction automatique conçu, installé et entretenu régulièrement conformément aux référentiels reconnus. [...] Ce système couvre l'ensemble des cellules de stockage à l'exception de la cellule 8 exploitée sous température négative. Le local sprinklage est doté d'une cuve d'eau de 812 m3 dédiée. Le local sprinklage est doté d'une pompe électrique dite "Jockey" et d'une motopompe fonctionnant au diesel. La nourrice diesel est alimentée par un réservoir d'appoint aérien de 1000 l installé sur rétention dans le local lui-même.

[...]

L'installation est par ailleurs équipée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours.[...]

Constats :

Dans le cadre de la préparation de l'inspection l'exploitant a fourni :

- la note de calcul D9 et D9A rédigée le 30/09/2022 à l'occasion de la mise en place de modifications dans l'organisation des stockages dans la cellule 1 ; cette étude conclut à la nécessité de fournir 1080 m3 pendant deux heures et estime que les poteaux incendie disponibles et la réserve associée sont suffisants pour fournir la quantité d'eau nécessaire ;
- une attestation délivrée le 19/02/2024 par le maître d'œuvre "Bouygues bâtiment France" qui précise que le site LIDL de Châtaudren-Plouagat dispose effectivement de poteaux incendie délivrant le débit attendu et de réserves d'eau ;
- le compte-rendu du contrôle des poteaux incendie présents sur le site, réalisé le 17/01/2024; Ce document indique la présence de 9 poteaux incendie (PI2 à PI10) connecté sur la même boucle équipée d'un surpresseur, d'un 10ème poteau (PI1) connecté sur le réseau de la ville et d'une autre bouche incendie située à l'extérieur du site (PI 57 LEFF ARMOR). Les essais réalisés dans le cadre de ce contrôle ont permis de vérifier le bon fonctionnement du réseau incendie lorsque tous les poteaux raccordés sont mis simultanément en fonctionnement (débit de chaque poteau incendie supérieur à 60 m3/h) ;
- le rapport de contrôle de l'installation de sprinklage, réalisé suite aux contrôles menés en 2023 et 2024 (dernière, 22/04/2024) par la société SC Engineering. Ce document conclut que l'installation en place répond aux exigences de NFPA 13 et 20.

Le 29/05/2024, au niveau du local sprinklage, l'inspection et le SDIS22 ont constaté la présence :

- des réserves d'eau nécessaires au fonctionnement du sprinklage et à l'alimentation des poteaux incendie (respectivement 812 litres et 1057 litres) ; ces cuves sont équipées d'un manomètre permettant de suivre la pression exercée par l'eau stockée et d'une sonde de niveau permettant d'alerter en cas d'atteinte du niveau bas (information reportée dans le local sprinklage) ;
- de tapes obturant les prises « pompiers » initialement installées au niveau de la cuve alimentant le dispositif de sprinklage ;
- des pompes nécessaires à la mise en œuvre de l'installation de l'installation de sprinklage et à l'alimentation en eau des poteaux incendie ;
- d'une réserve de fioul d'environ 1000 litres, munie d'une jauge de niveau.

Le SDIS22 a vérifié le bon fonctionnement des vannes permettant de raccorder les engins de secours à la réserve incendie.

Toutefois, l'inspection a constaté que :

- les affichages sur les cuves étaient peu clairs (indication de volume quasi effacée, présence d'un panneau indiquant «Réservoir d'eau sprinkleur» sur la réserve incendie, ...) ;

- l'exploitant n'est pas en mesure de dire si la cuve de fioul est équipée d'une double-peau et d'un détecteur de fuite alors que le local sprinklage ne forme pas rétention.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Compte tenu des constats présentés ci-dessus, l'inspection demande à l'exploitant: <ul style="list-style-type: none"> - d'actualiser l'affichage mis en place sur les réserves d'eau ; - de vérifier si la cuve d'hydrocarbures positionnée dans le local « sprinklage » dispose d'une double-peau et d'un détecteur de fuite ; si tel n'est pas le cas, l'exploitant devra aménager un dispositif formant rétention sous cette cuve permettant de recueillir 1000 litres. <p>De plus, il est rappelé à l'exploitant qu'il doit veiller à l'entretien des vannes positionnées en bas de la réserve incendie afin qu'elles restent opérationnelles en toutes circonstances.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 13 : Colonne sèche

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/11/2020, article 8.2.1.1
Thème(s) : Risques accidentels, Colonne sèche
Prescription contrôlée : Alternativement aux bandes de protection, une colonne sèche ou des moyens fixe d'aspersion d'eau placés le long des parois séparatives peut assurer le refroidissement de la toiture des cellules adjacentes sous réserve de justification ;
Constats : L'entrepôt LIDL de Châtaudren-Plouagat est équipé de 5 colonnes sèches qui se ramifient au niveau de la toiture afin de pouvoir refroidir, en cas d'incendie, la toiture de l'entrepôt ainsi que les murs coupe-feu des cellules de stockage. Le 29/05/2024, l'inspection et le SDIS22 ont constaté la présence de ces colonnes sèches le long des façades de l'entrepôt et au niveau de la toiture. Actuellement, aucune information n'est mise à la disposition du SDIS concernant ce dispositif. Post inspection, un essai de fonctionnement de ce dispositif sur les engins du SDIS22 a été programmé par l'exploitant le 06/06/2024.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Compte tenu des constats présentés ci-dessus, l'inspection demande à l'exploitant, d'une part, de mettre en place des panneaux d'information au niveau de chaque colonne sèche, précisant notamment les numéros des cellules pouvant être atteintes par ce dispositif et, d'autre part, de mettre à disposition des secours un plan de l'installation d'arrosage par colonne sèche. L'exploitant transmettra également le compte-rendu de l'essai de fonctionnement des colonnes sèches réalisé le 06/06/2024.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 14 : Confinement des eaux d'extinction

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 22/02/2023, article 3.6
Thème(s) : Risques accidentels, Confinement des eaux d'extinction
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>En particulier, un bassin de confinement étanche d'un volume de 3032 m³ est aménagé en partie nord du site pour confiner les eaux d'extinction en cas d'incendie.</p> <p>[...]</p> <p>Une vanne d'isolement (dispositif automatique d'obturation asservi au déclenchement du sprinklage) située en amont du bassin de collecte Entrepôt permet alors d'orienter les effluents pollués vers le bassin de confinement étanche (3032 m³) en cas d'incendie.</p> <p>Une vanne manuelle permet également d'isoler les eaux d'extinction collectées dans le bassin nParking (V=940 m³) du milieu.</p> <p>[...]</p> <p>Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Dans le cadre de la préparation de l'inspection, l'exploitant a fourni le document D9/D9A rédigé le 30/09/2022, à l'occasion de la modification du projet initial relatif à l'organisation de l'entrepôt LIDL.</p> <p>Ce document indique que l'exploitant doit disposer d'un volume de 3032 m³ pour pouvoir recueillir la totalité des eaux d'extinction. Il indique également que, en septembre 2022, ce volume n'est pas disponible et que l'exploitant doit prévoir un agrandissement du bassin 2.</p> <p>Le 29/05/2024, l'exploitant a indiqué qu'aucuns travaux n'avaient été réalisés au niveau du bassin 2 mais que le volume manquant pouvait être disponible dans les canalisations, voire dans le bassin 4.</p> <p>Post inspection, l'exploitant a transmis une note de calcul, rédigée en mars 2021, détaillant le dimensionnement des réseaux Eaux Pluviales du site. Toutefois, les éléments contenus dans ce document ne permettent ni de comprendre l'organisation des bassins versants (quelle surface est récupérée par quel bassin ?), ni d'identifier le volume disponible dans les canalisations.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Compte tenu des éléments présentés ci-dessus, l'inspection demande à l'exploitant de:</p> <ul style="list-style-type: none"> - fournir un plan des réseaux indiquant clairement quelles sont les cellules reliées au bassin 2 et celles reliées au bassin 4; si une canalisation, ou toute autre dispositif, permet de relier le bassin 4 au bassin 2, elle devra également apparaître sur ce plan et clairement identifiée;

- fournir une note de calcul permettant d'identifier le positionnement des volumes servant à stocker les eaux d'extinction ainsi que leur adéquation avec les quantités d'eau nécessaires pour éteindre un sinistre qui se déclarerait au niveau des zones reliées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois